

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
à l'ouverture d'un crédit d'engagement additionnel
pour les travaux de réaménagement des bâtiments
des Ecoles normales cantonales en vue de leur
utilisation par la Haute Ecole pédagogique**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement additionnel de 475 000 francs pour les travaux de réaménagement des bâtiments des Ecoles Normales cantonales en vue de leur utilisation par la Haute Ecole pédagogique.

Ce message comprend les points suivants:

1. Introduction
2. Rappel des faits
3. Etat de travaux
4. Situation financière
5. Travaux à réaliser – Travaux supplémentaires
6. Coût additionnel
7. Conclusion

1. INTRODUCTION

Par décret du 9 novembre 2001, le Grand Conseil a accepté le réaménagement des bâtiments sis à la Rue de Morat 24 (ENC 2), 34 et 36 (ENC 1), bâtiments occupés jusqu'alors par les Ecoles normales cantonales I et II. La création de la Haute école pédagogique appelée à reprendre la formation des enseignantes et enseignants des degrés préscolaire et primaire nécessitait une modification de l'organisation des bâtiments ainsi que leur modernisation. Un crédit d'investissement de 4,5 millions de francs a été ouvert pour l'ensemble de travaux d'assainissement et de transformation.

Le montant de la demande du crédit d'investissement a été déterminé selon la méthode CFE (Code de Frais par Eléments), laquelle se base sur une classification des locaux en fonction du degré d'intervention. Le montant résultait donc d'une estimation des coûts au terme d'une étude préliminaire, sans qu'une étude de détail n'ait été effectuée et un devis établi. Les phases d'avant-projet et de projet ont démontré que l'estimation des coûts n'avait pu prendre en compte la complexité des interventions à réaliser dans des bâtiments datant d'époques différentes et, pour certains d'entre eux, soumis aux règles de protection du patrimoine. L'établissement du projet a également permis de mettre en évidence certains besoins complémentaires qui n'avaient pas été clairement identifiés dans le scénario initial.

Lors de l'exécution, il est ainsi apparu que le crédit alloué ne serait pas suffisant pour accomplir l'ensemble des travaux prévus (ou exigés entre autres par l'ECAB) et couvrir les besoins complémentaires apparus entre-temps. Le présent message vous renseigne au sujet de l'état des travaux, de la situation financière et des interventions pour lesquelles un crédit additionnel est requis.

2. RAPPEL DES FAITS

Les raisons nécessitant le réaménagement des bâtiments des Ecoles Normales cantonales ont été exposées dans le message n° 315 du 21 août 2001 (pp. 2 à 8). L'étude pré-

liminaire, comprenant l'identification des besoins avec les utilisateurs, avait été confiée à M. Guido Ponzo, architecte. Dans un premier temps, trois scénarios d'intervention avaient été examinés; tous trois ont été rejetés principalement pour des raisons d'ordre financier. La variante retenue dans le message susmentionné était le 4^e scénario, lequel constituait un compromis entre les besoins des utilisateurs et l'objectif de limitation des coûts (cf. Message n° 315, p. 11). Cet objectif pouvait être atteint grâce notamment au maintien des deux centres de ressources documentaires (CFDP-DZ) à leur emplacement initial, contrairement au premier souhait exprimé par les utilisateurs, à savoir le regroupement des centres dans un seul bâtiment.

Le suivi des travaux de réaménagement a été assuré par un Groupe de travail composé des personnes suivantes:

- M. Alexandre Etienne, recteur de la HEP, président du Groupe de travail
- M. Charles Ducrot, chef de service adjoint au Service des ressources (DICS)
- M. Charles-Henri Lang, architecte cantonal au Service des bâtiments (DAEC)
- M^{me} Barbara Vauthey Widmer, cheffe du Service des affaires universitaires (DICS)
- M^{me} Nadia Yerly, adjointe administrative à la HEP
- M. Bernhard Zurbriggen, responsable du Didaktisches Zentrum à la HEP

Le Groupe de travail a pu compter sur la collaboration de M. Guido Ponzo, architecte, agissant en qualité de Bureau d'appui du maître d'ouvrage (BAMO).

Dans le Message n° 315, on peut lire à la page 15 que «le coût estimatif de ces travaux est à répartir entre les deux sites de la manière suivante: 38 % pour les bâtiments de l'ENC 1 (Rue de Morat 34-36); 62 % pour ceux de l'ENC 2 (Rue de Morat 24)», soit 1 710 000 francs et 2 790 000 francs.

Les travaux sur le site de l'ENC 1 ont porté prioritairement sur les installations techniques (câblage informatique) afin de permettre une utilisation plus performante et conforme aux normes actuelles; ces travaux ont pu être suivi directement par le Service des bâtiments en collaboration avec le BAMO et le Service de l'informatique et des télécommunications.

Par contre, la nature des transformations à réaliser sur le site de l'ENC 2 a nécessité un projet global, faisant appel à un pool de spécialistes (architecte, ingénieurs). Le Groupe de travail s'est prononcé en faveur d'une mise au concours sous forme de mandat d'études parallèles portant sur certaines zones à transformer. Le jury, composé des membres du Groupe de travail, du chef de Service des biens culturels et d'un architecte expert extérieur, a retenu le projet du bureau Dimension-X (Berne).

Le projet développé par le bureau Dimension-X a permis une nouvelle répartition des coûts en tenant compte des priorités à accorder à certains travaux. Elle a donné les montants suivants: 1 900 000 francs pour l'ENC 1 et 2 600 000 francs pour l'ENC 2.

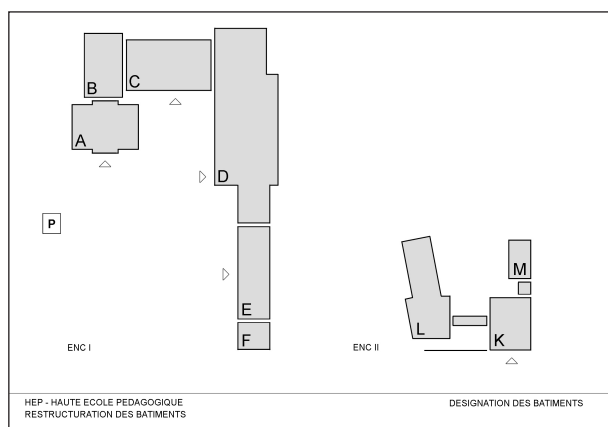
3. ÉTAT DE TRAVAUX

A ce jour, la première étape des travaux relatifs à l'ENC 1 est terminée (pour la désignation des bâtiments, voir ci-dessous). Il s'agit en l'occurrence:

- dans les bâtiments A et B: de l'aménagement d'une partie des bureaux administratifs, des bureaux des doyens et doyennes ainsi que de ceux des professeurs;
- dans le bâtiment D: de l'aménagement des espaces informatiques et multimédias ainsi que des bureaux du centre FRITIC;
- pour l'ensemble des bâtiments: de l'installation du câblage informatique, de la modification des installations électriques et de l'installation de la détection incendie exigée par l'ECAB.

Ces derniers travaux ont nécessité, dans certaines salles non soumises à d'autres transformations, des travaux de rafraîchissement, dont les coûts ont pu être supportés en grande partie par le budget prévu pour l'entretien courant (position budgétaire 314.100).

Concernant l'ENC 2, les travaux de réaménagement sont bien avancés et la mise à disposition des locaux a pu être partiellement assurée pour la rentrée scolaire 2003/04. Les derniers travaux seront réalisés jusqu'à la fin de l'année civile 2003.



4. SITUATION FINANCIÈRE

Le coût des travaux réalisés ou engagés à ce jour sur le site de l'ENC 1 est de 1 550 000 francs. Ce montant comprend des travaux et des prestations non prévus ou sous-évalués en raison de l'inconnu ou de la complexité de l'ouvrage. Ainsi, l'installation de la détection incendie, non prévue dans le projet de réaménagement initial, mais exigée ensuite par l'ECAB, a pu être financée grâce au poste des divers et imprévus, sans laisser toutefois la marge nécessaire pour absorber d'autres impondérables. En ce qui concerne les travaux sous-évalués, le tableau ci-dessous montre la différence des coûts liés au câblage informatique.

Estimation des coûts (d'après le Message n° 315, p. 15)	Situation actuelle (y compris les montants prévus non engagés)	
	Fr.	Fr.
1. Travaux de réaménagement des bâtiments	2 450 000	2 460 000
2. Installations d'exploitation (câblage informatique)	250 000	580 000
3. Equipements d'exploitation (postes informatiques et périphériques)	150 000	150 000
4. Mobilier d'exploitation (mobilier de bureau, équipements de salles de cours et auditories)	800 000	635 000
5. Frais secondaires (5 %)	120 000	120 000

6. Honoraires (architectes, ingénieurs et spécialistes)	490 000	490 000
7. Divers et imprévus (10 %)	240 000	200 000
Total	4 500 000	4 635 000

5. TRAVAUX À RÉALISER – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Sur le site de l'ENC 1, l'aménagement des derniers bureaux administratifs est en cours; seul demeure à réaliser, par rapport au projet initial, l'auditoire au rez-de-chaussée du bâtiment D. Ces derniers travaux, devisés à 527 000 francs, n'ont pas encore été engagés, puisqu'ils induisent un dépassement de 170 000 francs par rapport au crédit accordé.

Le coût des travaux réalisés ou engagés à ce jour sur le site de l'ENC 2 est estimé à 2 565 000 francs, soit, par rapport au devis, un bonus de 35 000 francs.

Ainsi, le dépassement global du crédit d'engagement accordé s'élèverait après l'exécution des tous les travaux planifiés à 135 000 francs.

A ces prévisions viennent s'ajouter des travaux supplémentaires annoncés en premier lieu dans le plan financier 2004-2006, puis dans les propositions du budget 2004 sous la rubrique «Entretien des bâtiments». Après la 1^{re} lecture du budget 2004, compte tenu de la demande de crédit additionnel et à la demande de la Direction des finances, il a été décidé d'inclure les montants relatifs à ces travaux supplémentaires dans la présente demande.

Il s'agit des travaux suivants, nécessaires au bon fonctionnement de l'institution et dont l'ampleur ne pouvait être déterminée au moment de la préparation du Message n° 315 :

- installation de verrouillage, de sécurité et de contrôle des accès
- réorganisation des surfaces allouées au CFDP et installation d'une nouvelle banque de prêt

Les travaux supplémentaires indiqués sous les lettres a) et b) se sont avérés nécessaires lors de la mise en exploitation des bâtiments selon le nouveau mode de fonctionnement de l'institution.

Dans la variante retenue initialement, le CFDP a été maintenu à son ancien emplacement (1^{er} étage du bâtiment B) avec une extension au rez-de-chaussée du même bâtiment. L'augmentation de la surface mise à disposition sur deux niveaux a nécessité, entre-temps, de repenser le fonctionnement du CFDP (prêt et accès aux utilisateurs) ainsi qu'une réorganisation partielle des espaces de travail. Le nouveau mode de fonctionnement prévoit un cloisonnement partiel de l'ancienne bibliothèque de l'ENC ainsi qu'un déplacement du lieu où s'effectue le prêt.

6. COÛT ADDITIONNEL

Le coût additionnel est à décomposer de la manière suivante:

	Fr.
a) Dépassement du crédit pour les travaux initialement prévus :	
- auditoire ENC 1	170 000
- solde ENC 2	- 35 000

	Fr.
b) Coût des travaux supplémentaires:	
– verrouillage, sécurité et contrôle d'accès	187 000
– signalétique, affichage et orientation	73 000
– réorganisation des surfaces CFDP	45 000
– nouvelle banque de prêt CFDP	<u>35 000</u>
Total	475 000

7. CONCLUSION

Les travaux présentés ci-dessus sont nécessaires au bon fonctionnement de la Haute Ecole pédagogique fribourgeoise. Leur réalisation permet d'augmenter d'une part la sécurité des bâtiments et, d'autre part, de tirer le meilleur parti des investissements déjà effectués. Pour le CFDP, qui offre ses services à l'ensemble du personnel enseignant du canton, il est particulièrement important de rationaliser au mieux le travail de ses collaborateurs et collaboratrices et de pouvoir ainsi offrir un service optimal dans les limites des ressources humaines disponibles.

En conséquence, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

21. Oktober 2003

**BOTSCHAFT Nr. 101
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen
Verpflichtungskredit für die Umgestaltung der
Gebäude der Kantonalen Lehrerseminare
im Hinblick auf die Nutzung durch die
Pädagogische Hochschule**

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über die Eröffnung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits über 475 000 Franken für die Umgestaltung der Gebäude der Kantonalen Lehrerseminare für die Nutzung als Pädagogische Hochschule vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einführung
2. Rückblick
3. Stand der Bauarbeiten
4. Finanzielle Situation
5. Auszuführende Arbeiten – zusätzliche Bauarbeiten
6. Zusatzkosten
7. Schlussbemerkung

1. EINFÜHRUNG

Per Dekret vom 9. November 2001 hat der Grosse Rat die Umgestaltung der Gebäude an der Murtengasse 24 (KLS 2), 34 und 36 (KLS 1) bewilligt, die bis dahin von den Kantonalen Lehrerseminaren I und II verwendet worden waren. Mit der Schaffung der Pädagogischen Hochschule für die Ausbildung der Kindergarten- und Primarschullehrpersonen wurden eine Änderung der Gebäudeorganisation und ihre Modernisierung nötig. Für alle Sanierungs- und Umbauarbeiten wurde ein Verpflichtungskredit über 4,5 Millionen Franken eröffnet.

Der Betrag des Verpflichtungskreditanspruchs wurde nach der EKG-Methode (Elementkostengliederung) festgelegt, die sich auf eine Klassifizierung der Räume nach Grad des baulichen Eingriffs stützt. Der Betrag ging somit aus einer Schätzung der Kosten anhand einer Vor-

studie hervor, ohne dass eine Detailstudie oder ein Vorschlag erstellt worden wären. Die Vorprojekt- und Projektphasen haben gezeigt, dass bei der Kostenschätzung die Komplexität der Eingriffe, die am Gebäude aus verschiedenen Epochen vorgenommen werden mussten, die zum Teil den Vorschriften der Denkmalpflege unterstellt sind, nicht berücksichtigt werden konnten. Bei der Erstellung des Projekts kamen bestimmte zusätzliche Bedürfnisse zum Vorschein, die beim ersten Szenario nicht klar hatten identifiziert werden können.

Bei der Ausführung wurde klar, dass der bewilligte Kredit nicht ausreichen würde, um alle vorgesehenen (oder unter anderem von der KGV verlangten) Arbeiten auszuführen und die inzwischen aufgetauchten zusätzlichen Bedürfnisse zu decken. Diese Botschaft informiert Sie über den Stand der Arbeiten, die finanzielle Situation und die Eingriffe, für die ein zusätzlicher Kredit beantragt wird.

2. RÜCKBLICK

Die Gründe, die zur Umgestaltung der Gebäude der Kantonalen Lehrerseminare geführt haben, sind in der Botschaft Nr. 315 vom 21. August 2001 ausgeführt worden (Seiten 2 bis 8). Die Vorstudie, in der die Bedürfnisse zusammen mit den Benutzern festgelegt wurden, wurde dem Architekten Guido Ponzio übertragen. Zunächst wurden drei Szenarien geprüft, die alle grundsätzlich aus finanziellen Gründen verworfen wurden. Die in der erwähnten Botschaft gewählte Variante war das 4. Szenario, das ein Kompromiss zwischen den Bedürfnissen der Benutzer und dem Ziel der Kostenbeschränkung darstellte (siehe Botschaft Nr. 315, S. 11). Dieses Ziel konnte insbesondere erreicht werden, weil die zwei Dokumentationszentren (CFDP-DZ) an ihrem ursprünglichen Ort beibehalten und nicht in einem einzigen Gebäude zusammengeführt wurden, wie die Benutzer es ursprünglich gewollt hätten.

Die Umgestaltungsarbeiten wurden von einer Arbeitsgruppe in der folgenden Zusammensetzung betreut:

- Herr Alexandre Etienne, Rektor PH, Präsident der Arbeitsgruppe
- Herr Charles Ducrot, Stv. Vorsteher des Amts für Ressourcen (EKSD)
- Herr Charles-Henri Lang, Kantonsarchitekt beim Hochbauamt (RUBD)
- Frau Barbara Vauthey Widmer, Vorsteherin des Amts für Universitätsfragen (EKSD)
- Frau Nadia Yerly, Verwaltungsadjunktin der PH
- Herr Bernhard Zurbriggen, Verantwortlicher des Didaktischen Zentrums der PH

Die Arbeitsgruppe konnte mit der Mitarbeit des Architekten Guido Ponzio rechnen, der als Büro zur Unterstützung der Bauherrschaft (BUBH) wirkte.

In der Botschaft Nr. 315 heisst es auf Seite 15, dass sich die geschätzten Kosten für die vorerwähnten Arbeiten auf die beiden Standorte im Verhältnis von 38 % für die Gebäude des KLS I (Murtengasse 34-36) und 62 % für die Gebäude des KLS II (Murtengasse 24) verteilen (1 710 000 Franken/2 790 000 Franken).

Die Arbeiten am Standort KLS I betrafen hauptsächlich die technischen Anlagen (Informatikverkabelung) für

eine effizientere und den heutigen Vorschriften entsprechende Nutzung; diese Arbeiten konnten vom Hochbauamt in Zusammenarbeit mit BUBH und Amt für Informatik und Telekommunikation direkt betreut werden.

Beim Standort KLS 2 erforderte die Art der Umgestaltung ein Gesamtprojekt, für das ein Pool von Spezialisten (Architekt, Ingenieure) erforderlich war. Die Arbeitsgruppe hat sich für die Ausschreibung in Form eines Parallelstudienauftrags für bestimmte Umbauzonen ausgesprochen. Die Jury, die sich aus den Mitgliedern der Arbeitsgruppe, dem Vorsteher des Amtes für Kulturgüter und einem Architekten als externem Experten zusammensetzte, hat sich für das Projekt des Büros Dimension-X (Bern) ausgesprochen.

Das vom Büro Dimension-X entwickelte Projekt erlaubte eine neue Verteilung der Kosten mit Rücksicht auf die Prioritäten, die bestimmten Arbeiten einzuräumen war. Aus dieser Verteilung gingen die folgenden Beträge hervor: 1 900 000 Franken für das KLS 1 und 2 600 000 Franken für das KLS 2.

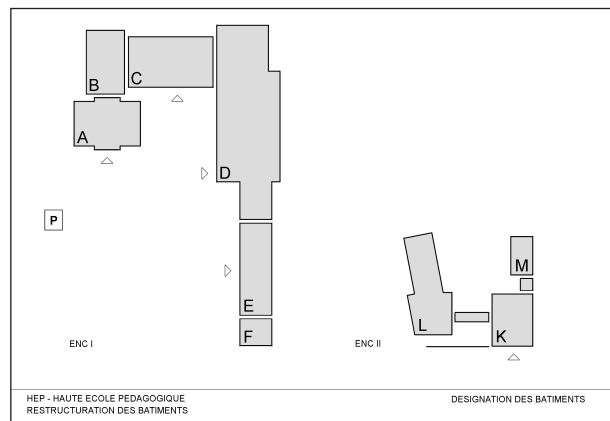
3. STAND DER ARBEITEN

Heute ist die erste Etappe der Arbeiten am KLS 1 abgeschlossen (für die Bezeichnung der Gebäude, siehe weiter unten). Es handelt sich dabei um:

- in den Gebäuden A und B: die Einrichtung eines Teils der Verwaltungsbüros, Büros der Abteilungsleiterinnen und Abteilungsleiter sowie der Dozierenden;
- im Gebäude D: die Einrichtung der Informatik- und Multimediaräume sowie der Büros der FR-IKT-Stelle;
- im ganzen Gebäude: die Informatikverkabelung, die Änderung der elektrischen Anlagen und die Installation der vom KVG verlangten Feuermelder.

Mit letzteren Arbeiten wurden in einigen Räumen, in denen keine weiteren Umbauarbeiten vorgenommen werden mussten, Auffrischungsarbeiten nötig, deren Kosten zu einem grossen Teil mit dem Budget für den laufenden Unterhalt gedeckt werden konnten (Budgetposition 314.100).

Beim KLS 2 sind die Umbauarbeiten gut vorangekommen: Teilweise konnte die Inbetriebnahme der Räume zum Schuljahresbeginn 2003/04 gewährleistet werden. Die letzten Arbeiten werden bis Ende Kalenderjahr 2003 abgeschlossen sein.



4. FINANZIELLE SITUATION

Die Kosten der bis jetzt am Standort KLS 1 abgeschlossenen beziehungsweise begonnenen Bauarbeiten belaufen sich auf 1 550 000 Franken. Dieser Betrag umfasst die aufgrund der Unbekanntheit oder Komplexität des Baus nicht vorhersehbaren oder unterschätzten Arbeiten. Die Installation von Feuermeldern, die im ersten Umgestaltungsprojekt nicht vorgesehen war, doch anschliessend von der KGV verlangt wurde, konnte mit dem Betrag unter Verschiedenes und Unvorhergesehenes finanziert werden, womit allerdings nicht mehr viel Spielraum für andere Unwägbarkeiten blieb. Bezüglich der unterschätzten Arbeiten zeigt die nachfolgende Übersicht den Unterschied zwischen den Kosten, die mit der Informatikverkabelung verbunden sind.

Kostenschätzung (gemäss Botschaft Nr. 315, S. 15)	Situation heute (inkl. vorgesehene, noch nicht verwendete Beträge)	
	Fr.	Fr.
1. Umbauarbeiten an den Gebäuden:	2 450 000	2 460 000
2. Betriebseinrichtungen (Informatikverkabelung)	250 000	580 000
3. Betriebsausrüstung (Informatikapparate und Peripheriegeräte)	150 000	150 000
4. Betriebsmobiliar (Büromobiliar, Ausrüstung der Unterrichtsräume und Hörsäle)	800 000	635 000
5. Nebenkosten (5 %)	120 000	120 000
6. Honorare (Architekten, Ingenieure, Fachleute)	490 000	490 000
7. Verschiedenes und Unvorhergesehenes (10 %)	240 000	200 000
Total	4 500 000	4 635 000

5. AUSZUFÜHRENDE ARBEITEN – ZUSÄTZLICHE ARBEITEN

Am Standort KLS 1 ist die Einrichtung der letzten Verwaltungsbüros im Gange; im Sinne des Erstprojekts muss nur noch der Hörsaal im Erdgeschoss des Gebäudes D eingerichtet werden. Mit diesen letzten Arbeiten, die auf 527 000 Franken veranschlagt werden, ist noch nicht begonnen worden, weil damit der bewilligte Kredit um 170 000 Franken überschritten worden wäre.

Die Kosten der bis heute am Standort KLS II abgeschlossenen oder begonnenen Bauarbeiten werden auf 2 565 000 Franken geschätzt; es bleiben damit gegenüber dem Voranschlag 35 000 Franken.

Somit würde die Überschreitung des bewilligten Verpflichtungskredits nach Abschluss aller geplanten Arbeiten insgesamt 135 000 Franken betragen.

Dazu kommen die zusätzlichen Arbeiten, die zunächst im Finanzplan 2004–2006, dann in den Budgetvorschlägen 2004 unter der Rubrik «Gebäudeunterhalt» erwähnt worden sind. Nach der ersten Lesung des Voranschlags 2004 wurde angesichts des Antrags auf einen zusätzlichen Kredit und auf Antrag der Finanzdirektion beschlossen, die Beträge dieser zusätzlichen Arbeiten in diesen Antrag aufzunehmen.

Dabei handelt es sich um die folgenden Arbeiten, die für den guten Betrieb der Institution erforderlich sind und deren Ausmass bei der Vorbereitung der Botschaft Nr. 315 nicht festgelegt werden konnten:

- a) Schlösser, Sicherung und Kontrolle der Zugänge
- b) Neuorganisation der CFDP-Fläche und Einrichtung eines neuen Ausleihetresens

Die unter den Buchstaben a) und b) angegebenen zusätzlichen Arbeiten haben sich bei der Inbetriebnahme der Gebäude für die neue Funktion der Institution als notwendig herausgestellt.

In der zuerst gewählten Variante wurde das CFDP an seinem ursprünglichen Ort beibehalten (1. Obergeschoss, Gebäude B) und auf das Erdgeschoss desselben Gebäudes erweitert. Mit der Erhöhung der auf zwei Ebenen zur Verfügung gestellten Fläche wurde in der Zwischenzeit ein Überdenken des Betriebs des CFDP (Ausleihe und Benutzerzugang) sowie eine teilweise Neuorganisation der Arbeitsräumlichkeiten notwendig. Der neue Betriebsmodus sieht eine teilweise Abtrennung der früheren KLS-Bibliothek und eine Verschiebung des Ausleihe-Standorts vor.

6. ZUSATZKOSTEN

Die Zusatzkosten verteilen sich wie folgt:

	Fr.
a) Kreditüberschreitung für die ursprünglich vorgesehenen Arbeiten:	
– Hörsaal KLS 1	170 000
– Restbetrag KLS 2	- 35 000
b) Kosten für zusätzliche Arbeiten:	
– Schlösser, Sicherung und Kontrolle der Zugänge	187 000
– Beschilderung, Aushang und Orientierung	73 000
– Neuorganisation der CFDP-Fläche	45 000
– neuer Tresen für die Ausleihe des CFDP	<u>35 000</u>
Total	475 000

7. SCHLUSSBEMERKUNG

Die vorgehend beschriebenen Arbeiten sind für den guten Betrieb der Pädagogischen Hochschule Freiburg notwendig. Mit ihrer Realisierung können einerseits die Gebäudesicherheit erhöht und andererseits die bereits getätigten Investitionen bestmöglich genutzt werden. Für das CFDP, dessen Dienste dem gesamten Lehrpersonal des Kantons zugänglich sind, ist es besonders wichtig, die Arbeit seiner Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter wirksam zu gestalten und somit in den Grenzen der verfügbaren Humanressourcen einen optimalen Dienst anzubieten.

Deshalb laden wir Sie ein, diesem Dekretsentwurf zuzustimmen.

Décret

du

relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement additionnel pour les travaux de réaménagement des bâtiments des Ecoles normales cantonales en vue de leur utilisation par la Haute Ecole pédagogique

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu le message du Conseil d'Etat du 21 octobre 2003;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Un crédit d'engagement additionnel de 475 000 francs est octroyé pour le financement du solde des travaux de réaménagement des bâtiments des Ecoles normales cantonales en vue de leur utilisation par la Haute Ecole pédagogique.

Art. 2

Un crédit d'engagement additionnel de 475 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de ces travaux.

Art. 3

Le crédit de paiement correspondant sera inscrit au budget 2004 et utilisé conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Dekret

vom

über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für die Umgestaltung der Gebäude der Kantonalen Lehrerseminare im Hinblick auf die Nutzung durch die Pädagogische Hochschule

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 21. Oktober 2003;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Für die Finanzierung der verbleibenden Umgestaltungsarbeiten an den Gebäuden der Kantonalen Lehrerseminare im Hinblick auf die Nutzung durch die Pädagogische Hochschule wird ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 475 000 Franken gewährt.

Art. 2

Bei der Finanzverwaltung wird für die Finanzierung dieser Arbeiten ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 475 000 Franken eröffnet.

Art. 3

Der entsprechende Zahlungskredit wird in den Finanzvoranschlag 2004 aufgenommen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 4

Les dépenses relatives aux travaux seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 5

¹ Ce décret n'a pas de portée générale.

² Il n'est pas soumis au référendum financier obligatoire.

Art. 4

Die Ausgaben werden im Staatshaushalt aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates amortisiert.

Art. 5

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich.

² Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.